

À L'APPEL DU CLA

# Vers la paralysie des lycées ?

**Le Conseil des lycées d'Algérie a appelé les enseignants du secondaire à boycotter les cours aujourd'hui dans le cadre d'un mouvement de grève. Le débrayage coïncide avec le début aujourd'hui du référendum sur la gestion des œuvres sociales.**

**F-Zohra B.- Alger - (Le Soir) -** Alors que les enseignants sont appelés aujourd'hui à élire leurs représentants dans les commissions chargées de la gestion des œuvres sociales, le CLA a appelé à une action de protestation

contre «les promesses non tenues de la tutelle». Pour Idir Achour, le coordinateur national de ce syndicat, il ne s'agit pas de se tromper d'objectif et de se focaliser sur les œuvres sociales en occultant provisoirement les autres

revendications des enseignants. Il rappelle à cet effet que le ministère de l'Education s'était engagé à prendre en considération les préoccupations des travailleurs du secteur. Le syndicat justifie son action de protestation par les revendications qui n'ont pas été satisfaites à ce jour, selon Idir Achour. Les syndicalistes évoquent en premier lieu le statut des travailleurs du secteur dont les textes, selon eux, sont en train d'être élaborés sans consultation des

représentants des syndicats. Le coordinateur du CLA a aussi évoqué la question des rappels qui n'a pas été réglée, et renvoyée à une date ultérieure.

Les syndicalistes protestent également contre «les ponctions sur salaires qui seront appliquées pour ce mois de décembre sans qu'il y ait de consultations préalables». Ils revendiquent que ces rappels soient versés dans leur totalité avant la fin de l'année. Le syndicat demande, en outre, une retraite à

100%, et ce après 25 ans de service. Concernant la question des œuvres sociales qui a divisé les syndicats du secteur, le CLA a opté pour la décentralisation au niveau des établissements.

La CLA, qui appelle les enseignants à se mobiliser aujourd'hui, se dit décidé à aller vers d'autres actions de protestation à partir du mois de janvier prochain si les revendications des travailleurs ne sont pas satisfaites d'ici là.

F.-Z. B.

IL ESTIME QUE LES DEUX SYNDICATS TROMPENT L'OPINION PUBLIQUE

## Le SNTÉ tire à boulets rouges sur le Cnapest et l'Unpef

**La guerre entre les syndicats du secteur de l'éducation sur le mode de gestion des œuvres sociales de l'éducation connaîtra son épilogue aujourd'hui lors d'un vote décisif. Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTÉ), qui tente son ultime campagne de sensibilisation, accuse les deux syndicats, qui se positionnent en faveur d'une gestion centralisée, d'avoir mené une campagne de désinformation.**

**Salima Akkouche – Alger (Le Soir) –** Le principe de solidarité nationale prôné par les syndicats du Cnapest et de l'Unpef pour inciter les travailleurs à voter pour une gestion via des commissions de wilaya et nationale est «un mensonge», affirme Abdelkrim Boudjenah, président du SNTÉ.

Le but de cette guerre sur le mode de gestion des œuvres sociales via des commissions de wilaya et nationale, souligne le numéro un du SNTÉ lors d'une conférence de presse qu'il a animée hier à Alger, est d'«accaparer une manne financière estimée à 2 000 milliards de centime à des fin politiques».

Le premier responsable du SNTÉ affirme que la désignation d'une commission nationale pour gérer l'argent des œuvres sociales, défendue uniquement par deux formations syndicales, «ne servira pas à grand-chose mis à part à réaliser des transactions douteuses». Tandis que, souligne-t-il, si cette prérogative revenait aux établissements scolaires, une formule que le SNTÉ défend avec cinq autres syndicats, la gestion sera plus transparente et l'argent mieux

contrôlé. Un mode de gestion, poursuit-il, qui permettra également aux travailleurs du secteur de bénéficier de leurs droits plus rapidement.

Le porte-parole du SNTÉ accuse le Cnapest et l'Unpef de mener une campagne de désinformation en tentant de tromper et d'induire en erreur les travailleurs de l'éducation. «Comment peuvent-ils tromper les travailleurs en leur promettant une retraite de 30 fois le SNMG, soit 54 millions de centimes pour chaque retraité ?» s'interroge le numéro un du SNTÉ.

Par un simple calcul, il dira 54x10 000 «le nombre de retraités pressenti en 2012» est égal à la somme de 540 milliards de centimes. «Si une somme pareille ira uniquement aux retraités, il ne restera rien pour les autres projets de construction de logements et autres primes», a souligné M. Boudjenah qui affirme que les promesses faites par ces syndicats sont purement et simplement «irréalisables».

Le syndicat, qui se dit optimiste, appelle les travailleurs du secteur à se mobiliser pour voter en faveur du mode de gestion par les établisse-

ments pour un meilleur suivi et usage. Soulignons que les travailleurs de l'éducation, estimés à 650 000 au niveau national, auront à voter aujourd'hui pour deux modes de gestion.

Ceux qui opteront pour une gestion centralisée auront également à désigner leurs candidats pour siéger dans les commissions.

Tandis que ceux qui opteront pour une gestion décentralisée au niveau des établissements auront seulement à voter «oui». Dans le cas où leurs voix seraient majoritaires, la tutelle leur a proposé d'attendre le 24 décembre prochain pour désigner leurs candidats.

S. A.

### IL SE POSITIONNE EN FAVEUR D'UNE GESTION DÉCENTRALISÉE

## Le Syndicat des corps communs appelle les travailleurs à voter

Le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation, qui continue de dénoncer le silence de la tutelle par rapport à sa plate-forme de revendications, a décidé de se joindre aux syndicats qui se mobilisent pour défendre le choix de gestion des œuvres sociales au niveau des établissements scolaires. Le syndicat appelle, dans un communiqué, les laborantins, secrétaires, attachés d'administration, documentalistes, informaticiens et ouvriers professionnels à se présenter au scrutin d'aujourd'hui pour donner leur voix et imposer ainsi une gestion décentralisée.

S. A.

COLLOQUE SAMEDI 17 DÉCEMBRE À PARIS

## «L'Algérie et la France au XXI<sup>e</sup> siècle»

**Un colloque bien particulier que celui qui se tiendra samedi 17 décembre à l'Assemblée nationale. L'Organisateur est l'Association France-Algérie, AFA, présidée depuis peu par Jean-Pierre Chevènement. Le thème ? «L'Algérie et la France au XXI<sup>e</sup> siècle», tout un programme ! Quant aux intervenants, qu'on en juge : d'un côté comme de l'autre de la Méditerranée, d'anciens Premiers ministres ; des ministres en poste, des opérateurs économiques et des financiers ; des universitaires et ô nouveauté, des hommes de lettres : écrivains, cinéastes et journalistes. Outre cette rencontre, d'autres manifestations sont programmées ces temps-ci en France et beaucoup de va-et-vient entre les deux pays, après une somnolence profonde et qui donne l'impression que quelque chose bouge et à un très haut niveau.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Pour sa première grande sortie en tant que président de l'Association France-Algérie, Jean-Pierre Chevènement frappe bien fort par l'organisation du colloque «L'Algérie et la France au XXI<sup>e</sup> siècle». Sous cet intitulé, les grandes facettes de la coopération entre les deux pays seront traitées. «Nous avons tant à faire ensemble», c'est par cette intervention que sera introduit le colloque par François Scheer, ancien ambassadeur, notamment de 1984 à 1986 en Algérie et ancien conseiller à Areva. Boualem Sansal lui succédera pour parler de défi de l'avenir pour les deux rives de la Méditerranée. L'économie, la croissance et l'emploi constitueront le premier pavé qui sera vu sous l'angle de l'investissement et l'emploi, traité par, successivement, le président de BNP Algérie, Laurent Dupuch qui est en même temps président

des conseillers du commerce extérieur à Alger ; Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, et le président de Cevital, Issad Rebrab. Le volet énergie sera développé par Sid Ahmed Ghazali, ancien Premier ministre et ancien responsable de ce secteur en Algérie ; Benoît Richard, directeur de la stratégie à Saint Gobain Solar, et Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat français à l'énergie atomique, CEA. Quel avenir à la coopération culturelle et scientifique entre les deux pays ? A cette question répondront pour ce qui concerne l'enseignement, l'université et la recherche, deux intervenants : Michele Gendreau Massaloux, recteur et conseiller d'Etat honoraire, et du côté algérien, Arezki Saïdani, directeur de la coopération au ministère algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Quant à la coopération culturelle, elle sera successivement traitée par Rachid Boudjedra, Yasmina Khadra, Merzak

POUR DÉFENDRE LA MÉMOIRE DE LEUR COLLÈGUE ASSASSINÉE PAR SON MARI

## Les cadres et travailleurs de l'APC de Kouba se rassemblent

**Les responsables, élus et travailleurs de l'APC de Kouba se rassemblent aujourd'hui pour dénoncer le sauvage assassinat de leur collègue, égorgée par son mari. Ils s'insurgent ainsi contre l'atteinte à la réputation de la défunte dont ils comptent honorer la mémoire.**

Les travailleurs de l'APC de Kouba et collègues de la victime n'arrivaient pas hier à contenir leur indignation et leur colère devant l'ampleur du drame.

Après maintes discussions, il a été décidé que ses collègues et amis tiendront un rassemblement aujourd'hui devant le siège de l'APC pour se recueillir à la mémoire de la jeune femme mais sur-

tout pour dénoncer énergiquement les informations publiées par un quotidien qui «ont ni plus ni moins sali la mémoire de la défunte qu'ils ont tuée une seconde fois», ont déclaré, hier, d'une seule voix, nos interlocuteurs au sein de l'APC.

La nouvelle est tombée tel un couperet lundi matin quand la police a contacté les responsables de l'APC pour leur annoncer la mort de N. B. «Il est hors de question que quiconque salisse la mémoire de la jeune femme pour justifier son assassinat, c'est un crime. Ils sont en train de torturer sa famille mais surtout ses enfants», dénoncent les collègues de la défunte qui s'insurgent contre l'article publié dans un quotidien qui a évoqué des détails du drame et les circonstances de

son déroulement. A cet effet, des cadres de l'APC, dont quatre élus, le vice-président, un délégué, le président du syndicat et le chef de service où exerçait la défunte se sont déplacés au siège du quotidien en question pour dénoncer l'article paru hier. Ils évoquent ainsi la douleur de la famille de la victime et sa consternation.

«Elle mérite le respect, c'est la victime d'un acte ignoble, sans compter le fait que la violence se banalise», nous dira une collègue de la jeune femme assassinée. La défunte était la mère de deux enfant âgés de 14 et 13 ans. Pour ce qui est du mari, il s'est rendu à la police juste après avoir commis son crime.

F.-Z. B.

### EXPLOSION D'UNE BOMBE À AOMAR

## Un patriote tué et deux autres blessés

Hier, aux environs de 9 heures du matin, une bombe de fabrication artisanale a explosé au passage d'un véhicule de patriotes chargés de la sécurisation du gazoduc Hassi-Rmel – Dellys, au village de Krarib, situé au nord de la commune d'Aomar, à 22 km au nord-ouest de Bouira, causant la mort d'un patriote et la blessure de deux autres.

D'après nos sources, l'engin explosif a été enfoui sous terre dans un talus surplombant la route menant vers le village de Krarib, où est implanté le détachement de patriotes chargés de la sécurisation du gazoduc. A 9 heures, au moment du passage du véhicule des patriotes, la bombe a explosé, projetant celui-ci sur plusieurs mètres et causant la mort sur le coup à un patriote et des blessures graves à deux autres.

Immédiatement après cette attentat à la bombe, les forces de l'ANP stationnées de l'autre côté de l'oued dans la commune de Djebbahia, ont entamé une opération de ratissage dans la forêt de Rabta, attenante au village et réputée être depuis longtemps le fief des terroristes de la phalange Al Farouk, affiliée au GSPC puis à l'AQMI.

Depuis plusieurs semaines, des opérations similaires, notamment la pose de bombes sur les chemins empruntés par les forces de sécurité tous corps confondus, se sont multipliées dans cette région comprise entre Aomar et Lakhdaria en passant par Kadiria et Djebbahia. La dernière opération a été commise sur la bretelle reliant la RN5 à l'autoroute Est-Ouest près de l'échangeur de Djebbahia, causant la blessure à un gendarme. Moins d'une semaine plus tôt, une autre patrouille de la gendarmerie a été ciblée par une bombe enfouie sous terre près de la RN5 au village Kallous, causant là aussi les blessures à trois gendarmes.

H. M.